

Paris, le 20 avril 2020

**CONSULTATION PUBLIQUE N°2020-008 DU 2 AVRIL 2020
RELATIVE AUX CONDITIONS D'ACCÈS AU RÉSEAU POUR LES NOUVELLES
DESSERTES AUTOUR DES CANALISATIONS DE RACCORDEMENT
D'INSTALLATIONS DE BIOMÉTHANE**

A titre liminaire, l'UPRIGAZ insiste pour que, en règle générale, la régulation soit la plus favorable possible pour accompagner le développement du biométhane, élément important de la transition énergétique. A cet égard on notera qu'en 2019, la contribution du biométhane n'est que de 1,32 TWh alors que les objectifs de la PPE prévoient 15 TWh en 2030. L'UPRIGAZ rappelle notamment que lors de la consultation publique de la CRE sur l'ATRD6, elle s'était exprimée en faveur d'un terme d'injection aussi faible que possible pour faciliter le développement de la filière dans une phase de lancement.

Par ailleurs, l'UPRIGAZ est très favorable à faciliter la création de nouvelles dessertes en distribution autour des canalisations de raccordement des installations de biométhane, qui peuvent permettre, en zone rurale, de substituer le gaz à des énergies plus carbonées, notamment le fioul domestique.

Question 1 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de dessertes se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte » ?

L'UPRIGAZ est attachée à des solutions qui évitent toute complexité inutile et par conséquent coûteuse, et qui soient favorables à l'extension des zones de desserte du gaz. Dans cet esprit, l'UPRIGAZ adhère aux dispositions envisagées par la CRE concernant la tarification des nouvelles zones de desserte se raccordant sur une canalisation de biométhane, à savoir le maintien des dispositions actuelles sans tarification additionnelle pour l'utilisation de la canalisation « biométhane hors zone de desserte ».

Question 2 : Êtes-vous favorable à l'assiette de consommation (somme des consommations du territoire, sans déduire les volumes produits et consommés localement) envisagée par la CRE pour la tarification annuelle de l'acheminement des GRD « de rang n+1 » ?

L'UPRIGAZ est sensible à l'argumentation de la CRE visant à faire supporter par le GRD aval une tarification d'acheminement de la part du GRD amont qui ne tienne pas compte des volumes de biométhane produits et consommés localement, c'est-à-dire dans la nouvelle zone de desserte du

GRD aval. Cette position se justifie dans la mesure où (i) le GRD amont a déjà consenti des investissements de réseau pour la desserte en aval précédemment à la mise en œuvre d'installations de biométhane, (ii) le GRD amont peut recevoir des quantités de biométhane qui n'auraient pas été consommées en aval, et (iii), le GRD amont doit dimensionner son réseau pour garantir la sécurité d'approvisionnement des consommateurs en aval, même en cas d'interruption de fourniture de biométhane. Dans ces conditions, l'UPRIGAZ est favorable à la solution proposée par la CRE.

Question 3 : Êtes-vous favorable aux dispositions envisagées par la CRE concernant le rang des GRD se raccordant sur une même canalisation de biométhane, à savoir que l'ensemble des futurs GRD soient considérés du même rang « n+1 » par rapport au GRD de rang « n » auquel la canalisation de biométhane est raccordée ?

L'UPRIGAZ est favorable à ce que le rang d'une nouvelle zone de desserte soit figé au moment de son raccordement, et qu'aucun raccordement supplémentaire d'une nouvelle zone de desserte qui viendrait s'intercaler entre deux zones existantes, ne puisse avoir pour conséquence de rétrograder le rang de la zone de desserte préexistante. Dès lors, l'UPRIGAZ est favorable aux dispositions envisagées par la CRE. Cette solution va dans le sens de la simplification et d'une stabilité tarifaire.

Question 4 : Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE de retenir, pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF ?

L'UPRIGAZ est favorable à la proposition de la CRE de retenir pour les sites de production raccordés sur un réseau autre que le réseau au tarif péréqué de GRDF, le même terme tarifaire que celui prévu dans la délibération ATRD6 de GRDF. Cette solution va en effet dans le sens de la simplification et de l'harmonisation des conditions offertes aux producteurs de biométhane.